



The Cordoba Update

Novembre - Decembre 2017

Editorial

Cher Lecteur, Chère Lectrice,

L'année 2017 s'achève dans quelques jours. Durant ces douze mois, la violence en Syrie, en Irak, au Yémen, en Libye, et ailleurs dans le monde, aura causé la mort de dizaines de milliers de citoyens, des conditions de vie insoutenables pour des dizaines de millions, et la destruction totale de villes entières comme Alep et Mossoul. Si 2017 a connu le déclin de l'organisation « Etat Islamique », les causes profondes de l'extrémisme et les conditions propices à la propagation de la violence sont, hélas, toujours en place. Malheureusement, tant de conflits non résolus et de traumatismes non traités présagent la continuation de cette violence.

La Fondation Cordoue de Genève (FCG) a eu un programme chargé dans la région MENA et la région du Sahel et nous remercions nos donateurs pour leur soutien, précieux en ces temps difficiles. Notre équipe continue au quotidien à être engagée pour la paix et à œuvrer pour encourager le dialogue dans des contextes difficiles de polarisation idéologique, sectaire ou ethnique.

Dans ce « Cordoba Update », vous découvrirez deux contributions : une analyse par Lakhdar Ghettas de la situation en Tunisie, sept ans après le déclenchement de la révolution de 2010-2011, et un compte rendu par Aurélien Joly sur la table ronde co-organisée par la FCG dans le cadre de la Geneva Peace Week 2017, sur le rôle des religions et des acteurs religieux dans la prévention de la violence et la promotion de la paix, l'une des principales thématiques sur lesquelles la FCG est engagée.

Nous espérons que l'année 2018 apportera paix et stabilité et nous vous souhaitons de joyeuses fêtes de fin d'année.

Cordoba Foundation of Geneva

Chemin des Vignes 2bis
1209 Genève Switzerland
+41 (0)22 734 15 03
info@cordoue.ch
www.cordoue.ch



Nouvelles de la fondation

Evénements passés

La Plateforme Moyen-Orient III - « Promouvoir la cohésion sociale et l'interaction à travers la notion de citoyenneté », octobre 2017: <https://goo.gl/xAPcpg>

Panel de discussion - « Religion – une source de conflit ou une voie vers la paix ? Le rôle de la religion dans la prévention de la violence », Geneva Peace Week, Novembre 2017: <https://goo.gl/AiYNaf>

Cordoue dans les médias

Atelier d'Istanbul II - Initiatives libanaises et irakiennes pour la réconciliation et le dialogue sur les crises régionales.

arabi21.com: ورشة اسطنبول 2: مبادرات لبنانية وعراقية للمصالحة وحوار عن ازمت المنطقة

Le « Forum des Associations Humanitaires » distribue des rations alimentaires au camp Al-Hikma, Beqaa, Liban

Janoubia: «ملتقى الجمعيات الإنسانية» يوزع حصصاً غذائية في مركز إيواء «الحكمة»

Al-Watan Voice: ملتقى الجمعيات الإنسانية يوزع حصصاً غذائية في مخيم الحكمة

CFG: First joint activity of the Humanitarian Charities Forum since its launch in August 2017

Les « médias professionnels » enquêtent sur les mécanismes de protection des journalistes et des institutions médiatiques.

Al-Sharq: «الإعلام المهني» تبحث آليات حماية الصحفيين والمؤسسات الإعلامية

Un panel de la Semaine de la paix de Genève explore le rôle de la religion dans la prévention de la violence.

Ekklesia: Geneva Peace Week panel explores role of religion in preventing violence

Initiatives européennes pour la réforme islamique : pourquoi, et à quelle fin ?

Middle East Monitor: European initiatives for Islamic reform; why, and to what end?

The Cordoba Foundation of Geneva – 15 years of Peace Promotion (2002-2017)

Klvin Mag: The Cordoba Foundation of Geneva, 15 years of Peace Promotion and Mediation

Il y a 7 ans, la révolution tunisienne

Il y a 30 ans, au mois de novembre, Zine el Abidine Ben Ali prenait le pouvoir en Tunisie et mettait un terme au régime de Habib Bourguiba qui régnait sur le pays depuis son indépendance en 1956. Ben Ali avait promis des réformes attrayantes à de larges segments du régime politique tunisien, y compris aux Islamistes. Ces espoirs furent rapidement brisés par la répression brutale qui suivit les élections générales de 1989, durant lesquelles le parti Ennahda s'était présenté sur les listes indépendantes. Ce dernier termina deuxième après le parti de Ben Ali, aussi connu sous le nom de Rassemblement Constitutionnel Démocratique (RCD). La gauche ne fut pas épargnée non plus et, en 2010, Ben Ali réussit à unifier la plupart des Tunisiens contre sa domination autoritaire. Les Tunisiens s'embarquèrent alors dans une transition politique, maintenant en cours depuis 7 ans, et célébrée aujourd'hui comme l'exception du succès relatif du Printemps Arabe. Pour expliquer ce succès un certain nombre d'explications ont été mises en avant par différents analystes, à savoir le rôle d'une société civile active, un niveau d'éducation élevé, un tissu homogène de la société et des intérêts géostratégiques limités, entre autres. Un autre facteur important, néanmoins, reste l'expérience du dialogue et de la construction d'une coalition entre les opinions différentes des acteurs de la société civile et de la société politique, particulièrement entre **les séculiers de gauche et les islamistes**. Ceux impliqués dans **l'initiative de dialogue du 18 Octobre 2005** ont argumenté avec raison que le résultat de cette expérience avait facilité l'accord sur lequel le gouvernement Troïka de 2012 avait été formé.



Les transitions politiques faisant suite aux bouleversements 'bottom-up' sont très difficiles à gérer car elles font remonter à la surface toutes les contradictions qui ont été étouffées par le régime autoritaire. Il était ainsi inévitable que le gouverne-

ment de troïka allait rencontrer des obstacles de taille et persistants qui menaceraient la transition vers un changement démocratique. En sus des vieilles batailles idéologiques entre les islamistes et les séculiers il convient de préciser que le soulèvement de 2011 permit l'émergence d'une voix salafi en tant que nouvel acteur politique, qui attirerait des segments de la jeunesse tunisienne assez importants. De plus, le dialogue national de 2013-2014 réussit à assurer un consensus minimal sur des problèmes qui bloquaient la rédaction d'une nouvelle constitution par l'assemblée constituante de 2011. Pourtant, dans la rédaction de la constitution les problèmes principaux furent soit évités, soit formulés de façon vague. Par ailleurs, **la voix participative salafi** ne fut pas formellement présentée à la table des négociations entre Ennahda et ses adversaires politiques, menés par Nidaa Tounes. Cette réalité pourrait expliquer les violences politiques et sanglantes des premiers mois de l'ère post-troïka, sous le gouvernement de 2015 de Habib Essid. La communauté internationale a salué la constitution de 2014 comme unique dans le monde arabe et le quartet qui avait convoqué le dialogue fût récompensé par le prix Nobel de la paix.

Alors que les Tunisiens commençaient un nouveau départ mené cette fois par Nidaa Tounes, de grands espoirs furent nourris par les promesses électorales faites par ce parti et via une campagne médiatique active. La réalité était cependant plus complexe que simplement battre Ennahda aux élections, comme l'apprit Nidaa lorsque le parti s'ébranla pour former son gouvernement. Le Président Beji Caid Essebsi fut témoin de l'émergence de divergences qui déchirèrent l'alliance des sécularistes contre Ennahda. Il comprit alors qu'il avait besoin de Ennahda dans le gouvernement, s'il ne voulait pas jouer le rôle du gouvernement de l'ombre au parlement. Cette décision

brisa l'alliance séculariste de 2014 et poussa le Front Populaire vers l'opposition. Peu après, Nidaa Tounes commença aussi à se désintégrer à cause de la des problèmes de lutte de leadership finement déguisés en divergence d'orientation politique.

Les dirigeants actuels et passés de Nidaa Tounes ne sont pas d'accord sur l'évaluation de cet épisode. Certains évoquent le **Consensus de Paris (2013) entre Essebsi et Rached Ghannouchi**, d'autres l'expliquent par un véritable engagement du Président Essebsi de s'élever au-dessus du rang des politiques partisans et d'agir en faveur d'un intérêt national ultime, ce qui est en général attendu des hommes d'état, en particulier dans le contexte d'une refonte historique de l'état.

La coalition Nidaa-Ennahda a survécu trois ans et Ennahda est devenue la première force politique du parlement suite à la série de divisions entre le parti Nidaa et son bloc parlementaire. Cette

réalité, jusqu'ici impensable, a secoué le paysage civil et politique de la Tunisie et forcé des modifications dans ses alliances. Alors que les leaderships de deux partis politiques sont en train de conceptualiser une feuille de route pour institutionaliser cette coalition et

afin qu'elle survive à la décennie à venir, d'autres groupes politiques sécularistes ont essayé de nombreuses fois de former de nouveaux fronts pour défaire la coalition. Cependant, les militants de Nidaa-Ennahda ne sont pas complètement alignés sur la position de leurs leaders respectifs. En effet, des segments de la jeunesse Ennahda, spécialement au sud, n'ont toujours pas digéré la décision du leadership du parti d'abandonner l'ancien président, Moncef Merzouki, au profit de l'ennemi Bourguibist d'Ennahda, Essebsi. La même chose s'applique pour la jeunesse de Nidaa, qui a été mobilisée et recrutée sur une plateforme anti-islamiste mais à qui on demande maintenant de faire la paix avec Ennahda. Certaines personnalités de l'opposition pensent que cette coalition des "Grands Deux" serait en train de tuer l'esprit de pluralisme d'un jeu politique équilibré. Certains pensent même que cette situation finira par re-

produire les conditions qui ont mené au soulèvement de 2011.

Des analystes et figures politiques tunisiennes offrent des évaluations divergentes de la stratégie de transition. Certains estiment que tenir les élections locales aurait pu épargner à la Tunisie les violences politiques et les épreuves douloureuses de ces sept dernières années. Certains analystes soutiennent que la cause profonde du soulèvement, qui s'est déclenché dans certaines régions marginalisées, n'a pas été traitée pendant ces sept dernières années. Selon eux, cela expliquerait **les troubles récurrents que traversent ces régions**. Le débat autour du projet de réconciliation économique défendu par Ennahda et Essebsi a, dans une certaine mesure, décalé la ligne de tension idéologique traditionnelle en faveur de nouveaux rapprochements par exemple entre certains Islamistes et certains membres de la jeunesse de gauche, opposants à une loi qu'ils considèrent comme gage d'impunité.



Après sept ans, il est possible d'identifier quatre points de conflit en Tunisie. Premièrement, le problème de coalition de Nidaa Tounes et Ennahda. Deuxièmement, la nature du système politique. Troisièmement, le rôle poli-

tique de l'Union Générale Tunisienne du Travail (UGTT) et quatrièmement, l'urgence de tenir des élections libres. Ces problèmes représentent les obstacles principaux vers une transition démocratique en Tunisie. Toutefois d'autres aspects de la transition contribuent au malaise social, en sus des difficultés économiques précitées. Un grand nombre de choses reste à faire notamment concernant la gestion d'un héritage douloureux. **La Commission de Vérité et Dignité est engagée dans un processus aux nombreuses promesses** mais il n'y a pas de consensus entre les acteurs politiques tunisiens en ce qui concerne son mandat et son rôle. Les divergences idéologiques entre les Islamistes et les sécularistes continuent à miner le débat politique dans le pays, le dernier épisode étant l'appel du Président Essebsi à reformer la loi sur l'héritage afin de promouvoir un partage égal entre tous les citoyens, ainsi que le

stipule la constitution du pays.

La coalition des Deux Grands : Nidaa Tounes et Ennahda sont d'accord que leur coalition, basée sur le consensus de Paris, est vitale pour le succès de la transition. Ennahda pense même que cette coalition devrait être développée et institutionnalisée afin de concevoir une stratégie de développement soutenue par les deux partis au parlement et au gouvernement, pour les cinq – même dix – prochaines années qui constitueront la consolidation de la transition. D'autres parties ont cependant peur que cette coalition des Deux Grands trace une voie nouvelle vers un régime autoritaire. Ils sont en effet en faveur d'un régime consensuel élargit à tous les acteurs quel que soit leur poids politique et leur représentation, ou non, au sein du parlement. Deux actes récents reflètent ces dynamiques. Tout d'abord, Nidaa Tounes, Ennahda et l'Union Patriotique Libre (UPL) de Slim Riahi ont soutenu un seul candidat pour présider **L'Instance Supérieure Indépendante pour les Elections (ISIE)**. Ils ont en effet voté pour Mohamed Tlili Mansri à la mi-Novembre. En réponse, un nouveau bloc parlementaire, **le Front parlementaire progressiste** a été formé par le bloc de Mohcen Merzouk, El Houra, et le bloc des démocrates. Ce Front parlementaire progressiste a comme objectif de « rétablir l'équilibre parlementaire et de garantir la stabilité politique ». Cependant, seulement quelques semaines après sa mise en place il était davantage question de faire face à la coalition Nidaa-Ennahda.

La nature du système politique : Il y a eu un nombre croissant d'appels à modifier le système politique hybride actuel qui est semi-parlementaire / semi-présidentiel. Certains chez Nidaa Tounes pensent que pour garantir les conditions idéales pour le succès de cette transition (revitaliser l'économie et passer les lois nécessaires), la Tunisie a besoin d'une loi électorale qui mènerait un seul parti majoritaire au pouvoir. Ils n'appellent pas nécessairement à une modification de la constitution de 2014, mais réclament que des réformes soient menées. Ceci rend les plus petits partis politique mal à l'aise ; ils considèrent en effet qu'une telle mesure prépare-

rait le terrain pour le retour à un régime autoritaire. En outre, ils considèrent que, les institutions promulguées par la constitution de 2014 n'ayant pas encore été entièrement établies, ils ne peuvent juger de l'efficacité de la nouvelle constitution.

Dans une **interview** accordée par le Président Essebsi pour la chaîne télé nationale Watania 1 le 18 septembre 2017, ce dernier a déclaré qu'il comprenait pourquoi certains appelaient à la réforme de ce système hybride mais que, bien que la situation actuelle lui permette de prendre une telle initiative de réforme, il ne le ferait néanmoins pas. En même temps, il ajouta que le parlement est libre d'entreprendre une telle initiative. En d'autres mots, il garde la porte ouverte. Politiquement, les adversaires d'Ennahda considèrent que le système présidentiel leur garantirait le contrôle de la présidence (la dernière ligne de défense des sécularistes tunisiens). Ils sont convaincus qu'Ennahda gagnerait le contrôle de l'assemblée régionale et locale étant donné que le mouvement islamiste a maintenant la majorité au parlement. Dans ce contexte ils doivent donc faire contrepoids avec le contrôle de la présidence. Ennahda, cependant, n'est pas clair sur cette question. Durant les années Troika, Ennahda a d'abord défendu un système parlementaire (convaincu par sa popularité), mais après la crise de 2013, le parti est tombé d'accord sur le système hybride actuel. Depuis le début de la coalition Nidaa-Ennahda, quelques conseillers autour de Ghannouchi, telle que Lotfi Zeitoun, font du lobbying offensif pour une réconciliation générale et un système présidentiel. Le conseil consultatif du parti est quant à lui divisé. Certains pensent que, si une réforme du système est à l'agenda, alors un système par-



lementaire devrait être le choix de Ennahda, non pas pour des calculs partisans mais pour prévenir le retour des pratiques despotiques du régime présidentiel, sous lequel

les Islamistes ont souffert le plus.

Le rôle politique du syndicat : Les responsables de Nidaa Tounes et certaines personnalités de gauche ont exprimé un fort désaccord vis-à-vis du **rôle politique du syndicat UGTT**. Ils considèrent que le syndicat devrait d'abord cesser d'exercer une pression politique sur le gouver-

nement et le système politique (à travers le Front Populaire). Ceci est, bien sûr, un problème épineux en Tunisie, étant donné le rôle politique que joue l'UGTT depuis la lutte pour l'indépendance et la construction de l'état. En outre, l'UGTT a joué un rôle essentiel dans la chute du régime de Ben Ali et aussi dans la Troïka. Il a également été crucial dans le Dialogue National 2013-14. Depuis que l'alliance temporaire entre Nidaa Tounes et le FP a éclaté à cause de l'inclusion de Ennahda dans le gouvernement de 2015, les tensions ont augmenté à des niveaux sans précédents, particulièrement après que le Front Populaire /UGTT ait voté contre la loi de réconciliation des fonctionnaires, dite « économique ». Dans l'interview télévisée susmentionnée, le Président Essebsi a ouvertement et avec agressivité attaqué Hama Hammami, leader du Front Populaire avec des mots à connotations négatives. Alors que le Président pouvait utiliser d'autres mots en arabe, il a utilisé le mot *faassiq* ou pêcheur, religieusement et péjorativement connoté. L'interview a provoqué une polémique dans les médias et sur les réseaux sociaux.

Pas de consensus sur l'urgence de tenir les élections locales : Les désaccords sur l'urgence des élections locales ont débouché sur un ajournement au printemps 2018. Les adversaires de Ennahda pensent que tenir des élections maintenant serait techniquement infaisable car les nouvelles lois de gouvernance locales ne sont pas prêtes à être discutées et passées mais aussi parce que le corps électoral responsable d'organiser les élections, l'ISIE, vient juste d'être reconstitué. En plus de ces discussions techniques, ils estiment que compte tenu l'enjeu de la mobilisation des votants, les coupures bud-

gétaires et afin d'éviter une fatigue électorale, il serait plus logique de combiner les élections locales avec les élections régionales prévues mi-2018. Ennahda, cependant, considère que ces justifications sont sans fondement et que la vraie raison pour laquelle les autres partis politiques ont trainé les pieds est la peur que, contrairement aux autres partis sécularistes, Ennahda soit prêt pour les élections, ce qui lui donnerait selon eux un avantage dans les législatives et les élections présidentielles prévues pour la fin 2019.

Ce désaccord se reflète au parlement. Les blocs de partis au parlement ont passé des mois avant de pouvoir enfin élire au mois de Novembre 2017 un président. Ennahda craint que même le rendez-vous d'avril proposé par l'opposition ne soit pas tenu ; surtout que certains souhaitent ajourner les élections pour plus tard et les combiner avec les élections régionales, autre gros dossier de l'agenda politique pour début 2018. Pendant ce temps, il y a une frustration grandissante au niveau local et chez des partis minoritaires. Ces derniers estiment qu'ils n'ont rien à perdre et pensent que tenir les élections à temps, peu importe le calcul partisan, est crucial pour l'établissement d'une culture démocratique durant cette phase fondatrice de la seconde république. Leurs adversaires pensent au contraire que tenir des élections, avant d'arriver à un large consensus, serait plus dangereux pour la transition que de les reporter.

(*) For more information on the North Africa Program, please contact [Lakhdar Ghettas \(lakhdar.ghettas@cordoue.ch\)](mailto:Lakhdar.Ghettas@cordoue.ch)

Original version in English : *The Tunisian Revolution Seven Years On.*

Version française éditée par Sarah Franck.

Religion – Une source de conflit ou un chemin vers la paix ? Le rôle de la religion dans la prévention de la violence

Selon les études effectuées par *Uppsala Conflict Data Program (UCDP)*, les conflits impliquant des incompatibilités religieuses dans le monde ont vu une forte augmentation passant de seulement 2% en 1975 jusqu'à plus de 50% en 2013. Il n'y a pas d'explication exhaustive à ce changement, cependant on peut appréhender ce phénomène en observant le travail entrepris durant les 30 dernières années. Alors que les conflits sans incompatibilité religieuse peuvent être à présent résolus avec des méthodes et des outils de prévention reconnus, les conflits avec incompatibilités religieuses font



face à un manque préoccupant de compréhension et de mesure préventive. Pendant ce temps, les

organisations religieuses continuent à être considérées pour leur riche potentiel en matière de promotion de la paix. Que ce soit comme actrices légitimes de paix et médiatrices au niveau local ou international ou de par leur capacité à fournir de l'assistance humanitaire, les institutions religieuses ont un rôle à jouer dans la résolution de conflit.

Le 8 novembre 2017, la Fondation de Cordoue de Genève a co-organisé un panel de discussion sur le rôle de la religion dans la prévention de la violence, en partenariat avec le *Network for Religious and Traditional Peacemakers* (NRTP), le *Peace Research Institute Oslo* (PRIO), l'*Inclusive Peace and Transition Initiative* (IPTI) et le *World Council of Churches* (WCC). Cet événement a eu lieu dans le contexte de l'édition 2017 de la *Geneva Peace Week* sur le thème de la prévention de la violence. Modérés par Dr. Thania Paffenholz de l'IPTI, les panélistes du symposium furent Catherine Germond de la Fondation Cordoue de Genève, Dr. Mohamed Elsanousi du NRTP, Peter Prove du WCC et Rev. Trond Bakkevig de PRIO.

La discussion qui suit est un extrait des arguments présentés par les panélistes, la modératrice ainsi que les membres du public.

La religion est comme une énergie, a expliqué Dr. Mohamed Elsanousi. Elle peut être utilisée pour le bien ou le mal, la paix ou la violence. La religion a le potentiel de favoriser et renforcer les conflits mais elle peut également les désamorcer. Quand les institutions politiques échouent et perdent leur crédibilité, la religion, en tant que réseau social profondément extensif, joue un rôle crucial dans la promotion de la paix ainsi que la prévention de la violence. Ainsi, poursuivre un effort de paix durable sans consultation des chefs religieux semble être une intention inconséquente.

Par conséquent, une promotion de la paix globale requiert une approche incluant les chefs religieux afin de parvenir à produire un processus de paix durable, inclusif et global.

Afin de considérer le rôle de la religion et ses relations avec la paix et le conflit, il faut d'abord distinguer la religion des acteurs religieux afin, pour rester analytique, de ne pas tomber dans

l'amalgame. Les acteurs religieux, de par leurs capacités à interpréter la religion, sont au premier plan tant des conflits et que de la paix. Par ailleurs, comme l'a expliqué Dr. Thania Paffenholz, le conflit religieux en lui-même n'existe pas. En revanche, les religions sont manipulées et instrumentalisées dans des conflits politiques et deviennent ainsi politisées. En effet, l'instrumentalisation des acteurs religieux dans les conflits pour des enjeux politiques est devenue un phénomène global de plus en plus prééminent dans l'actualité. De cette façon, un nouveau cadre de référence est en train d'émerger d'une association grandissante entre religion et conflit. La manipulation de la religion à des fins politiques peut être observée dans un large éventail d'exemples, de l'extrémisme au soi-disant "printemps arabe" durant lequel les questions religieuses furent largement instrumentalisées. Actuellement, la connotation négative entre religion et conflit est largement attribuée à l'islam. Dr. Mohamed Elsanousi a expliqué qu'une telle connotation de violence et d'idéologie extrême imposée à l'islam est regrettable car l'enseignement principal de l'islam promeut, encourage et suscite les préceptes de la paix. Plus précisément, Rev. Trond Bakkevig a souligné qu'il n'y a pas de religion violente ou pacifique, mais



qu'il n'existe que des acteurs religieux et des interprétations violents ou pacifiques.

Pour que les acteurs religieux préviennent et désamorcent des conflits violents corrélés à des idéologies religieuses, Rev. Bak-

kevig a affirmé que les chefs religieux doivent, d'une part contextualiser les enseignements des écritures de leurs religions de façon pertinente et engageante, et d'autre part, les chefs religieux doivent s'élever au-dessus de leur propre religion en incluant les récits d'autres religions afin de créer de la compréhension et de la tolérance. Un tel comportement peut également se manifester dans une liberté d'accès aux bâtiments religieux et dans leurs positions afin de communiquer un sens d'inclusion et cohésion large. Catherine Germond de la Fondation Cordoue de Genève a ajouté que la prévention de conflit commence avec la cohésion sociale, notamment en insistant sur le rôle des femmes. Ce processus a pu être observé clairement dans un projet géré par la Fondation

Cordoue de Genève au Maroc sur l'apaisement des tensions entre séculiers et islamistes et durant lequel il a été demandé aux femmes salafies de participer. Les participants séculiers du projet furent surpris et impressionnés lorsqu'une femme salafie leur demanda s'ils voulaient converser en arabe, anglais ou français. Leurs préjugés envers les femmes salafies perçues comme rétrogrades et manquant d'éducation purent directement être adressés, permettant à de nouvelles considérations d'émerger. En adaptant la structure d'approche d'un projet, un impact direct sur les préjugés à l'intérieur même d'une communauté peut devenir la racine d'une amélioration de la cohésion sociale.

De plus, Rev. Trond Bakkevig a souligné l'importance de reconnaître que chaque religion possède une souche de violence dans sa propre histoire. La Bible, selon son exemple, est pleine de nettoyage ethnique. Par conséquent, il faut d'abord être capable d'interroger ces actes de violence au sein de sa propre religion afin de pouvoir trouver des solutions de paix et réduire la violence. Malheureusement, des groupuscules violents apprécient particulièrement utiliser ces tendances violentes de l'histoire religieuse afin de faire avancer leurs propres agendas.

Ainsi, se concentrer sur la tradition de violence existant au sein de sa propre religion permet de considérer sa propre moralité au sein des circonscriptions religieuses. Être conscient de ses propres préjugés est nécessaire afin de pouvoir traiter avec la diversité et l'altérité. Comme Catherine Germond l'a expliqué, il est souvent entendu que certaines communautés sont auto-marginalisées et qu'elles ne veulent pas faire partie des projets de médiation. Cependant, ces communautés devraient être sollicitées malgré tout afin de vérifier ces hypothèses et afin de pouvoir trouver des points d'entrée pour explorer les conditions qui permettraient de commencer le dialogue.

Peter Prove, directeur de la Commission des Églises pour les affaires internationales au WCC, a affirmé qu'une prévention des conflits et de la violence durable et efficace est un projet à long terme qui peut être largement influencé par l'inclusion de la jeune génération. Plus une société devient pluraliste, plus la définition de sa propre identité

devient nécessaire. Trouver une identité et un sentiment d'appartenance devient particulièrement central pour les jeunes qui se tournent de plus en plus vers la laïcité et questionnent la légitimité des politiciens. De plus, la laïcité ne devrait pas être considérée comme une force anti-religieuse mais comme un lieu ouvert dans lequel les acteurs religieux et non-religieux peuvent se rencontrer et interagir de façon respectueuse et constructive. Beaucoup d'acteurs religieux ont tendance à vouloir prononcer des vérités et opinions de façon absolutiste. Ces déclarations contribuent à alimenter les conflits alors qu'elles devraient pouvoir être modérées afin de créer un espace de dialogue. Un dialogue inclusif peut réduire les conflits et la violence de la même façon que les nations démocratiques n'ont pas tendance à entrer en guerre entre elles. Les jeunes qui rejoignent Daech sont un exemple de ce manque d'inclusion sociale touchant particulièrement les jeunes générations. Ils sont poussés par un manque d'espace sûr et structuré au sein de leurs propres communautés.



De plus, ils ont une sensibilité particulière par rapport aux buts qu'ils ont envie de poursuivre, ainsi les communautés religieuses doivent être pro-actives afin de fournir aux jeunes des espaces d'expression sûrs pour pouvoir s'exprimer et être pris au sérieux. Par exemple, les acteurs musulmans doivent pouvoir être en mesure de répondre à des questions difficiles sur le sentiment d'identité et d'appartenance sociale, culturelle et géographique posées par les jeunes. Dr. Mohamed Elsanousi a expliqué comment juste avant les attaques du marathon de Boston aux USA, l'auteur de ces attaques Dzhokhar Tsarnaev s'était levé dans une mosquée pour afin de débattre véhément contre un imam qui louait Martin Luther King.

Tsarnaev avait ensuite été exclu de cette communauté et a fini par rejoindre Daech, attiré par le sentiment d'inclusion qui lui était offert. Cet exemple montre le rôle joué par les communautés dans un chemin vers la radicalisation. En effet, les jeunes radicalisés peuvent trouver une communauté chez Daech s'ils sont exclus chez eux. Cette illustration démontre clairement le potentiel des communautés religieuses comme cause de paix

et de violence. Ainsi, les programmes religieux de dialogue pour les jeunes doivent considérer cet aspect car la perspective d'un futur de paix commence d'abord chez les jeunes.

Dr. Thania Paffenholz a insisté sur le fait que le problème du conflit est enraciné dans un dénominateur commun : l'exclusion. De plus, les effets psychologiques tels que les sentiments de désespoir et d'injustice ou celui d'avoir été violé peuvent s'ajouter au sentiment ressenti ou réel d'exclusion et finalement peuvent augmenter l'effet dévastateur de cette dernière. Il est ainsi de la responsabilité de toutes les différentes circonscriptions et des chefs religieux eux-mêmes d'être capables d'identifier et de considérer ces types de désespoir afin de trouver des solutions pour construire une société qui reconnaît ces problèmes communs. En effet, il a été observé que l'augmentation des utilisateurs de médias sociaux est corrélée avec l'augmentation de l'extrémisme religieux. De cette façon, rassembler les jeunes de différentes religions à un niveau de base sur des problèmes tels que les médias sociaux est un exemple qui illustre comment les nouvelles technologies et la religion peuvent prévenir de violents désaccords et accentuer un sentiment d'appartenance et de participation inclusive. Les médias sociaux sont une excellente analogie aux problèmes rencontrés par la religion. En effet, les médias sociaux fonctionnent comme des cellules closes créées par des algorithmes basés sur nos propres préférences, donc nos propres préjugés. En conséquence, l'inclusion elle-même ne suffit pas, cependant l'inclusion participative renforce le sentiment d'inclusion et permet l'engagement

de la jeunesse sur ces questions. La nouvelle initiative lancée au Royaume-Uni en 2010 par *Faith Matters* intitulée "Women-Friendly-Mosque" est un exemple d'inclusion participative qui encourage le dialogue religieux. Cette initiative est basée sur cinq critères: un espace de prière séparé pour les femmes, des offices et activités pour les femmes (par exemple, des crèche pour enfants ou des sessions de formation ou mentoring pour les femmes), un imam accessible pour les femmes (ou une théologienne), l'inclusion des femmes dans le processus de décision et dans les comités des mosquées. En conclusion, le potentiel pour la religion d'être une actrice de promotion de la paix et de prévention de conflit peut être résumé en trois points. Premièrement, les chefs religieux, acteurs religieux et les circonscriptions doivent pouvoir interroger de manière réflexive la tradition de violence qui existe au sein de leurs propres religions avant de pouvoir considérer d'autres violences. Deuxièmement, un travail profond d'inclusion participative doit être effectué spécialement au niveau des jeunes afin de réduire l'exclusion. Finalement, un processus de communication global et constant sur la réflexivité religieuse, l'inclusion et la participation doit devenir une priorité dans la résolution de conflit. Faire le bien et promouvoir la paix ne suffit pas. Une participation inclusive encadrée par une communication insistante sur le sujet doit être produite afin de contre-carrer les conversations toxiques, la diffusion de la violence et l'extrémisme.

Voir aussi: <https://www.cordoue.ch/publications-mega/contributions/693-mediation-perspectives-peace-conflict-and-mediation-in-islam>



Fondation Cordoue de Genève
Chemin des Vignes 2bis
1209 Genève - Switzerland



facebook: [cordoba.foundation/](https://www.facebook.com/cordoba.foundation/)
twitter: [Cordoba_Geneva](https://twitter.com/Cordoba_Geneva)
linkedin: [cordoba-foundation-of-geneva-4a5300a0](https://www.linkedin.com/company/cordoba-foundation-of-geneva-4a5300a0)

SUPPORT US

Banque Cantonale de Genève (BCGE)
IBAN CH96 0078 8000 T326 9664 3
BIC/SWIFT BCGECHGGXXX

Postal address:
Case postale 360
1211 Genève 19 - Switzerland
T +41 22 734 15 03
E info@cordoue.ch
W www.cordoue.ch

